

De la sécurité à la résilience.

Un ardent plaidoyer pour une vision durable & agroécologique de la stratégie Good Food.

Préambule

Cher lecteur,

Dans la perspective du groupe de travail sur l'agro-écologie, nous aimerions vous demander de lire ce texte. Ce texte servira de base pour démarrer notre conversation. Le texte ne prétend certainement pas être complet. En tant que collaborateurs des administrations Economie & Emploi et Bruxelles Environnement (service d'agriculture urbaine), nous serons bien entendu toujours à la recherche des améliorations qui pourront y être apportées.

Dans la perspective de la nouvelle stratégie Good Food, nous espérons, avec votre aide, acquérir une vision de base solide avec des critères qui sont clairs pour tous et nous permettent de donner une direction agro- et urbi-écologique aux projets et entreprises plein terre et hors sol.

Le texte présente d'abord une histoire très réduite de notre système agricole actuel, puis aborde ce qu'est l'agro-écologie et comment elle peut être une boussole pour les pratiques agricoles bruxelloises quotidiennes.

Petite rétrospective : le parcours vers notre système agricole actuel

0. *L'agroécologie n'est pas un retour au passé et elle est plus complexe que les pratiques agricoles basées sur la chimie et le pétrole. C'est une agriculture intelligente qui combine des performances environnementales, économiques et sociales, ainsi que des pratiques agronomiques et sociales issues d'expérimentations innovantes, de savoir-faire et de recherche publique. (<https://cor.europa.eu/FR/our-work/Pages/OpinionTimeline.aspx?oplId=CDR-3137-2020>)*
1. Pour bien comprendre aujourd'hui le choix d'un modèle alimentaire agroécologique, il faut avoir certaines notions des systèmes qui ont mené au modèle industriel. Certes, l'évolution de notre agriculture s'étend sur des milliers d'années mais nous allons nous concentrer brièvement sur une politique qui a vu le jour après la deuxième guerre mondiale et qui depuis lors, a modifié très rapidement notre système alimentaire. *Dans ce qui suit, nous ferons de temps en temps des liens entre cet aperçu 'historique' et des réflexions agroécologiques. Ces liens seront en bleu.*

Après la guerre, une politique agricole européenne s'est développée progressivement, laquelle poursuivait 2 objectifs majeurs : La mise en place d'un modèle qui assurerait une sécurité alimentaire et le maintien sous contrôle des prix alimentaires afin de réduire au maximum la pression sur les salaires des consommateurs. Cela devait permettre aux consommateurs d'investir davantage dans des besoins non vitaux et ce faisant, de soutenir la croissance économique. Sous l'influence du plan Marshall, on voulait arriver en Europe à un seul espace économique avec un marché commun pour les biens d'investissement et de consommation. Le principe du libre-échange était essentiel. L'idée toujours prédominante étant que la concurrence entraîne un assainissement dans le sens où seuls les acteurs les plus innovants et performants subsistent. Ces acteurs étaient récompensés et gratifiés d'une aide parfois royale de la part des pouvoirs publics. Au centre de cette politique agricole d'après-guerre se trouvait donc l'idée d'un approvisionnement alimentaire sûr. La politique y associait une protection des fermiers européens vis-à-vis des prix plus bas du marché

mondial en croissance, ainsi qu'une réforme structurelle de l'agriculture, menée par les pouvoirs publics. Ces réformes devaient augmenter la productivité par surface cultivable.

Pour comprendre notre modèle agricole actuel et le choix de l'alternative agroécologique, il est important de bien saisir ce focus sur la productivité à l'hectare. Les agriculteurs ont été entraînés de plus en plus loin dans cette logique. Cette vision était certainement rentable à court terme mais épuisait tant les agriculteurs que les terres qu'ils cultivaient. Au fond, nous pourrions dès lors réduire le choix d'un modèle agroécologique au choix d'une résilience alimentaire maximale par hectare ou par superficie cultivable.

Cette politique a aussi pour conséquence notable l'instauration d'une nouvelle habitude : la disponibilité de nourriture à bas prix. Dans un modèle agroécologique, il est important de voir cette dépendance au prix sous un jour nouveau. L'idée est que le producteur primaire de nourriture peut à nouveau se baser sur un prix équitable pour ses produits. En même temps, nous ne voulons pas non plus aboutir à un modèle qui reporte la pression du prix sur le consommateur. Dans une Région comme Bruxelles, où une grande partie de la population a déjà du mal à nouer les deux bouts, il est important que tout le monde ait accès quotidiennement à une alimentation saine. Bottom line: Dans un contexte agroécologique, il faut une part équitable pour tous les maillons. Ces maillons doivent se renforcer mutuellement. Un système alimentaire qui met une grande partie des fermiers et fermières, et une part croissante des consommateurs dans une position de faiblesse, n'est pas un bon système.

La première politique agricole de la Communauté européenne a vu le jour en 1968 (Source : 100 jaar boeren, 1990, D.Demblon & J. Aersten, p. 61 et suiv.). Les trois piliers de cette politiques agricoles sont les suivants :

- Une politique de marché et de prix : En instaurant un système de prix d'intervention au niveau du commerce de gros, on fixe des prix minimums. Les surplus du marché peuvent alors être rachetés à un prix d'intervention et stockés par les autorités. Lors de l'adaptation annuelle des prix agricoles communs, seule était prise en compte l'évolution des coûts des entreprises les plus rentables. C'est ainsi que la politique a soutenu le principe d'assainissement mutuel et que les entreprises les moins performantes sur le plan économique mais pas nécessairement sur le plan écologique, ont été littéralement évincées du marché.

La primauté de l'économie, sans l'internalisation des coûts écologiques et sociaux, est une préoccupation importante pour un système alimentaire agro-écologique. Le prix qu'un agriculteur reçoit pour ses produits est crucial pour lui. La Région pourrait être à la pointe sur ce plan et se donner l'occasion, par exemple par l'intermédiaire d'un acteur tel que les cantines bruxelloises, de proposer aux producteurs de diverses sources de nourriture (céréales, lait, légumes, fruits, viande, champignons, etc.) un prix de base plus élevé et plus sûr que les prix pratiqués aujourd'hui sur le marché (mondial). La condition serait toutefois que le mode de production corresponde à une vision agro-écologique.

- Un deuxième pilier est la politique structurelle (plan Mansholt) selon laquelle les entreprises les moins productives sont poussées vers la sortie et celles qui restent sont soutenues pour étendre et moderniser la production. Cette modernisation correspond à un

élargissement d'échelle, combiné à une mécanisation poussée et, à un stade ultérieur de notre histoire, à une informatisation de grande ampleur. L'utilisation de pesticides chimiques, développés jadis dans le contexte de la guerre, fait également partie de cette politique de modernisation. Il y a ensuite le marché croissant des engrais synthétiques, désormais considérés comme la source la plus fiable d'apport pour arriver à un modèle productif et prévisible avec des semences uniformisées et toutes sortes de produits uniformisés.

Cette vision est en porte-à-faux avec un modèle agroécologique où les services écosystémiques (services rendus par les écosystèmes) constituent la source principale d'apport. La base d'un système sain et équilibré réside dans la diversité fonctionnelle qui rend le tout résilient. Cela permet d'éviter le recours à des pesticides. Ce système se caractérise par un certain degré d'imprévisibilité par produit mais il est compensé par la résilience de l'ensemble, ce qui est toujours le cas dans la nature. Un monde prévisible est d'ailleurs une utopie que nous ferions mieux d'oublier.

L'utilisation de pesticides chimiques et d'engrais synthétiques trouve également son origine dans une méfiance fondamentale à l'égard de (notre) la nature qui est profondément enracinée dans notre culture occidentale. Les développements dans le domaine des combustibles fossiles et des technologies apparentées ont permis d'intensifier cette 'lutte' et ont fait que la politique agricole et la politique nature sont désormais diamétralement opposées. Et les répercussions se font encore sentir de nos jours. L'agroécologie est en mesure de supprimer cette opposition.

- Le troisième pilier de la politique agricole européenne est la politique commerciale qui revient à une extension progressive du marché unique au niveau européen et mondial, selon les mêmes principes que le libre-échange. Les entreprises multinationales se sont développées sur ce nouveau terrain de jeu et se sont consacrées essentiellement à tous les maillons autres que la production primaire (transformation, logistique, etc.). Elles ont ainsi pu se positionner comme des acteurs puissants vis-à-vis des entreprises agricoles, qui sont souvent encore organisées selon un modèle familial ce qui les met en position de faiblesse due aux différences d'échelles. L'accent étant mis sur la volonté de maintenir les coûts alimentaires à bas niveau pour le consommateur, c'est ainsi que nous arrivons à un rapport d'échange où le fermier/la fermière est le/la perdant.e.

Lorsque l'on développe un nouveau modèle agroécologique, il est dès lors crucial de rééquilibrer ce rapport défavorable. En mettant notamment l'accent sur le circuit court, et avec la création de nouveaux modèles logistiques et le passage à un modèle de consommation agroécologique, les villes peuvent faire pencher la balance dans l'autre sens, et restituer ainsi, directement et indirectement, la valeur économique, écologique et sociale au travail des fermiers et fermières.

Enfin, il est important de mentionner que la politique commerciale prévoyait le développement de relations commerciales 'préférentielles', souvent avec d'anciennes colonies. Leurs produits étaient alors admis sur nos marchés avec des droits de douane réduits, tandis que nos produits subventionnés pouvaient aussi envahir leurs marchés (avec toutes les conséquences pour les fermiers locaux de ces pays). C'est aussi dans ce cadre que des accords commerciaux verront le jour, notamment le GATT.

Cette approche mondiale a aussi son importance pour notre narratif d'agroécologie urbaine. Même si notre impact semble insignifiant, nous devons tenir compte de cette dimension mondiale, parallèlement à notre réflexe local. Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui a de nombreuses interactions sans pour autant être vraiment en relation. La restauration de cette solidarité dans toutes sortes de dimensions part du local mais peut potentiellement aussi rayonner globalement.

En lien avec les évolutions dans le domaine de la production, c'est tout le secteur du transport et de la transformation qui va connaître aussi une transition : le transport de marchandises, le trafic aérien, les porte-conteneurs de plus en plus grands, l'amélioration des techniques de froid, etc. Ce ne sont là que quelques aspects qui, à côté du produit, initient tout une série de nouveaux circuits qui vont supplanter les anciens circuits de proximité. Des entreprises en pleine expansion vont s'engouffrer dans la brèche et développer leur empire. Et comme d'aucuns le sait, leur préoccupation majeure ne sera pas toujours le bien-être du producteur et du consommateur.

Donc, si nous affirmons que notre stratégie Good Food agroécologique concerne l'ensemble du système alimentaire et pas seulement la production et les méthodes annexes, c'est en réalité une boutade. Tout système alimentaire englobe nécessairement la ligne complète, du producteur au consommateur. Et toute volonté de transition ne peut que miser simultanément sur toutes ces dimensions. Ce n'est pas une question de choix mais bien une question de nécessité.

Nous avons ainsi retracé très brièvement et de manière évidemment incomplète les principaux mécanismes qui ont redessiné l'agriculture et le secteur alimentaire après la deuxième guerre mondiale. Si nous voulons être complets, il nous faut ajouter que cette politique a connu un revirement à partir des années 1980. Les mécanismes de prix et structurels de la politique d'après-guerre n'ont pas seulement apporté une sécurité alimentaire, ils ont aussi engendré d'énormes surplus, dont le stockage a coûté des fortunes aux Etats membres européens. C'est l'une des raisons pour lesquelles on a décidé de supprimer progressivement la protection relative du marché. Ce qui n'a fait qu'augmenter la pression sur la résilience économique du fermier. Les marges sur la production propre ont continué à baisser et ce, au moment où les matières premières exploitées globalement, dont les agriculteurs étaient devenus de plus en plus dépendants dans ce modèle, n'ont cessé de devenir plus chères. Ces entreprises agricoles s'en sont trouvées de plus en plus fragilisées jusqu'à aujourd'hui en raison de la rupture des liens équilibrés entre input et output dans l'entreprise.

Le focus sur la remise à disposition de matières premières naturelles et d'origine locale est dès lors l'un des aspects les plus importants de l'approche agroécologique. Les villes et leurs millions d'habitants, et le flux correspondant de produits résiduels peuvent jouer un rôle important à cet égard. La condition est toutefois que ces flux résiduels soient sains et pleins de vitalité.

Voilà pour ce qui est du bref historique qui, malheureusement, se perpétue encore et toujours dans la politique agricole européenne à ce jour. Cependant, des courants alternatifs font entendre leur voix et la philosophie de la stratégie 'Farm to Fork' de l'Union européenne

est certainement un pas dans la bonne direction.

L'agro-écologie : La résilience en plus de la certitude. Quelques valeurs de base et principes.

2. Il est toujours aisé de critiquer après coup. Dans un contexte d'après-guerre et avec plusieurs crises alimentaires dans un passé pas très lointain, il était logique de mettre l'accent sur la sécurité alimentaire. La politique menée a permis de remplir de nombreux estomacs, tout en augmentant le pouvoir d'achat de la population active. Cela a permis l'avènement d'une classe moyenne de plus en plus importante, qui a permis à son tour l'instauration d'un modèle de prospérité démocratique. Malheureusement, il y a eu aussi l'avènement de techniques qui ont prolongé une logique de guerre, non plus entre les gens cette fois, mais contre une nature apparemment sans défense. Il s'avérera des années plus tard que c'était là une forme particulièrement grotesque de démesure humaine puisque notre terre n'est pas si dépourvue de défense, que du contraire. C'est une des diverses raisons pour lesquelles cette lutte doit d'urgence se transformer en une collaboration. L'homme n'est pas le maître de tout. Cette vision est cependant bien ancrée et il est toujours difficile de parler d'alternatives. En cas de changement, il y a toujours des scénarios catastrophe qui, pour diverses raisons et divers intérêts, sont mis en avant. Par exemple : « Lors de notre passage à un approvisionnement énergétique plus durable, nous allons nous retrouver dans le noir » ; « si l'on instaure une zone interdite à la circulation, le commerce va disparaître et si nous passons à un nouveau modèle alimentaire, nous risquons à nouveau de mourir de faim ». Et même si cette menace s'avère non fondée, « le changement sera plus que probablement impayable et favorisera uniquement quelques privilégiés ».

Il va sans dire que la transition vers un nouveau modèle alimentaire agroécologique ne sera pas exempte d'imperfections et ne pourra pas concrétiser toutes ses ambitions. Mais nous voulons d'ores et déjà couper les ailes à un scénario catastrophe : la transition vers un modèle alimentaire agroécologique ne manquera pas de nous fournir suffisamment de nourriture. Cette nourriture ne remplira pas seulement les estomacs, elle a aussi le pouvoir d'agir positivement sur la santé de l'homme et de la nature. Une vision agroécologique de notre système alimentaire ne nous fera pas sortir du cadre de la sécurité alimentaire, que du contraire. C'est un choix délibéré de renforcer un modèle qui a misé sur la sécurité alimentaire, avec une dimension résiliente.

3. L'objectif de ce texte n'est pas de décrire l'agroécologie en long et en large. Il nous paraît toutefois utile de rappeler quelques principes de base. *L'ouvrage de référence est le suivant : Agroecology. Science and Politics. Peter M. Rosset & Miguel A. Altieri, 2017.*

Les auteurs commencent leur livre en affirmant clairement que « l'agroécologie est un élément politique qui ne peut pas être dissocié de ses aspects écologiques techniques. » Il est important de reconnaître cet élément politique. Nous y reviendrons prochainement.

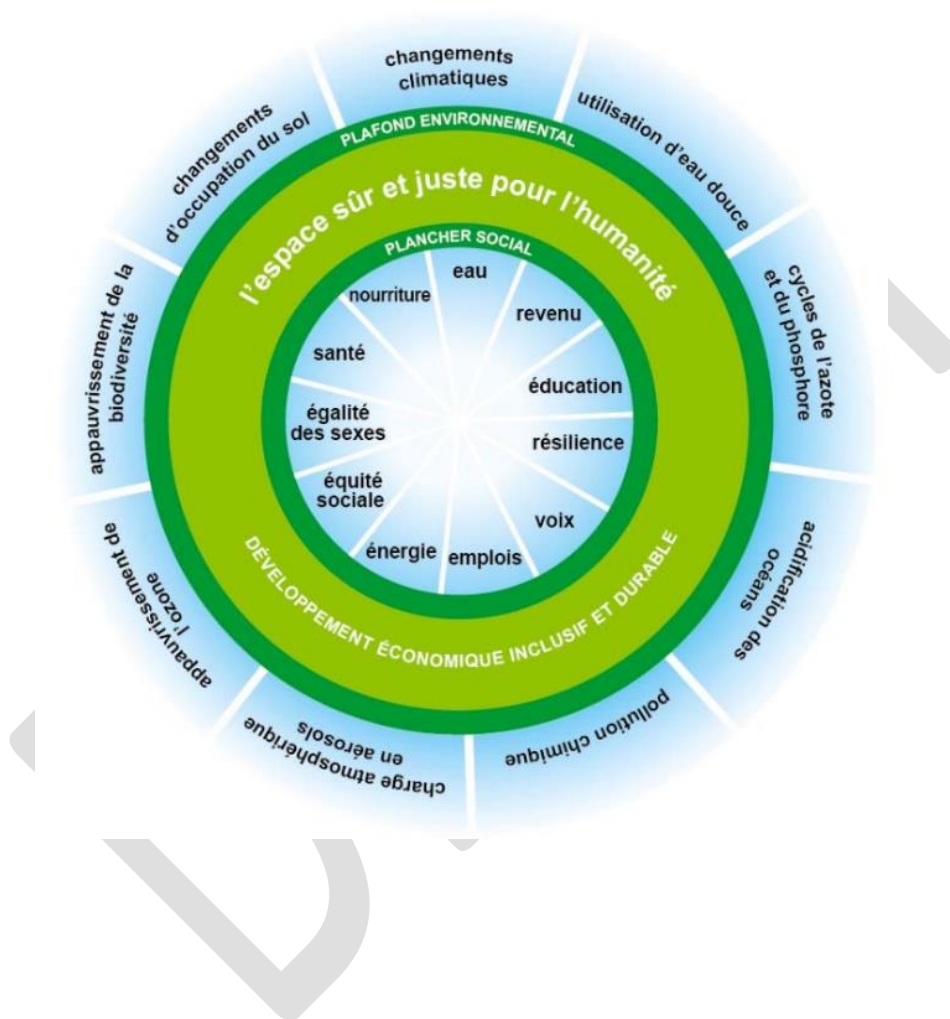
L'agroécologie est un ensemble qui repose sur trois fondements :

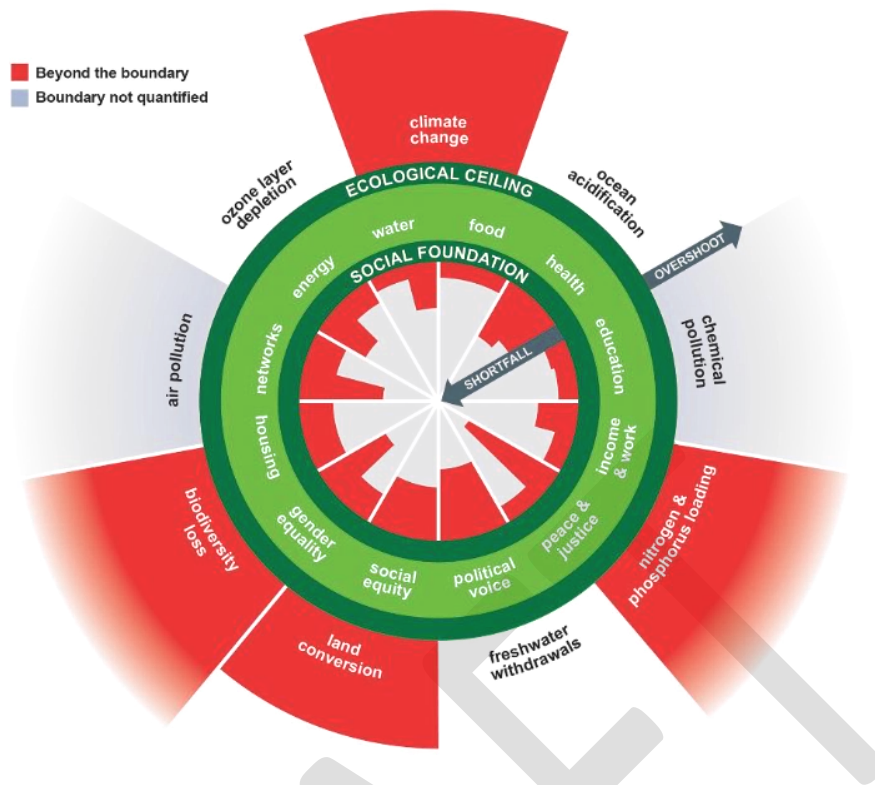
- A. C'est un assemblage de pratiques permettant une agriculture durable. Ces pratiques sont utilisées et développées par et pour les fermiers et fermières (les producteurs primaires

de nourriture).

- B. C'est un mouvement qui tend vers une justice écologique, sociale et économique, et une société résiliente qui réserve à chacun une place à la table des discussions.
 - C. C'est la science qui, en collaboration avec les fermiers et la société autour d'eux, se charge d'étudier le fonctionnement des agrosystèmes écologiques d'un point de vue holistique, tout en mettant en relation des mécanismes à la fois écologiques, culturels, sociaux, économiques et politiques.
4. Du point de vue de la technique agricole (agronomie), l'accent est mis sur le développement progressif de systèmes complexes résilients, adaptés aux conditions locales. L'agroécologie mise sur la biodiversité fonctionnelle et tend vers un minimum d'apports externes. Elle mise sur une diversité de cultures avec des récoltes toute l'année et, si possible, résistantes aux conditions climatologiques changeantes. Contrairement à l'agriculture industrielle, il s'agit donc d'un modèle agricole qui met l'accent sur l'intégration de processus écologiques plutôt que de lutter contre ceux-ci, et de rester dépendant d'un flux continu d'apports externes. Cette agriculture axée sur le projet et le processus donnera un résultat adapté à chaque contexte. Bien que ces contextes soient très différents, la plupart des systèmes agroécologiques présentent les similitudes suivantes :
- a. Une grande biodiversité (fonctionnelle)
 - b. Une gestion efficace du sol, de l'eau et du paysage environnant
 - c. Un système agronomique diversifié (variété des produits et des revenus)
 - d. Résilience et robustesse.
 - e. La combinaison de connaissances traditionnelles et d'innovations introduites par des agriculteurs.
 - f. Une base solide de valeurs culturelles, combinées à des formes collectives d'interaction sociale et d'organisation.
5. Si nous poussons ces principes plus loin, c'est clairement parce qu'une transition vers un modèle alimentaire agroécologique ne peut se limiter à parfaire le modèle industriel. C'est un revirement fondamental et donc un choix politique. Nous ne pouvons toutefois pas tomber dans le piège et diviser trop radicalement le monde agricole entre le camp des uns et des autres. Il est clair que la transition vers un modèle agroécologique ne sera pas soutenue par de nombreux acteurs du modèle industriel, tout simplement parce qu'elle va à l'encontre de leurs propres intérêts à court terme. Il y a par ailleurs toujours un risque de récupération et que certaines choses soient intégrées, sans remettre en question l'essence du modèle dominant. C'est pourquoi il est important de définir clairement certaines valeurs fondamentales pour développer un nouveau modèle. Ces valeurs se retrouvent dans l'agroécologie mais on peut tout aussi bien les rencontrer dans les textes sur le développement durable. L'idée assez simple en soi est que la satisfaction des besoins actuels ne doit pas menacer la possibilité des générations futures à satisfaire leurs besoins. ([Commission NU Brundtland de 1987](#)).
6. Plus récemment, le travail de l'économiste Kate Raworth nous apporte aussi des éléments pouvant servir de boussole. Sa théorie économique du donut propose un modèle économique qui mesure notre prospérité par rapport à la réalisation d'un fondement social

et ce, sans dépasser des plafonds écologiques. Pour le dire simplement, le but est de satisfaire les besoins de chacun dans les limites des ressources de la Terre. Le fondement social est dérivé des objectifs de développement durable social des Nations unies, qui garantissent notamment l'accès à une alimentation saine, à un bon enseignement, à de bons soins de santé et à une eau propre. Les plafonds écologiques, qui sont au nombre de 9, décrivent les limites planétaires dans lesquelles notre prospérité globale peut se réaliser. Il analyse notamment le changement climatique mais aussi des points tels que la pollution atmosphérique, la baisse de biodiversité, la saturation en phosphore et en azote, et la conversion du sol. Selon nous, ce modèle correspond parfaitement à l'agroécologie.





7. Pour terminer, résumons une nouvelle fois les défis auxquels la transition agroécologique est confrontée en reprenant les termes d'Alain Peeters (<https://www.youtube.com/watch?v=DcGlo6DcpZ4&t=2995s>).

Il met en avant les changements de paradigme suivants :

- a. La lutte contre la nature doit cesser et devenir une collaboration avec la nature.
- b. Nous devons à nouveau porter notre attention sur les racines de l'agriculture : la rhizosphère. C'est la petite partie fertile et aussi fragile de la terre, dans laquelle les racines des plantes interagissent avec toutes sortes de micro-organismes. Plus cette zone du sol est saine et pleine de vitalité, plus notre alimentation le sera également et, par ricochet, nous aussi. L'agriculture industrielle se focalise sur le rendement par hectare et est envisagée en 2 dimensions : la surface de la croûte terrestre. La terre est devenue une sorte de trame newtonienne vide, qui peut être cultivée à volonté. L'agriculture agroécologique se base en revanche sur une perspective tridimensionnelle du sol. Pour elle, les mètres cubes, qui contiennent des vers pouvant aller jusqu'à 2 mètres de profondeur, constituent la base de la résilience du sol et de l'alimentation.
- c. La position et la fonction des agriculteurs doivent être rétablies. Ils ne sont pas uniquement les producteurs de notre alimentation, ils sont aussi les gestionnaires de notre environnement, et rendent à ce titre de nombreux services systémiques sur le plan écologique et économique. Les circuits qui se rattachent à ces producteurs primaires doivent réaliser leur plus-value au profit de tous les autres circuits et pas à leur détriment.

- d. L'utilisation de combustibles fossiles et de produits connexes doit être sérieusement restreinte et remplacée par des ressources et échanges présents en abondance dans la nature. Ceux-ci peuvent être développés et utilisés de manière optimale via une conception intelligente et une recherche correspondante.
- e. Nous devons investir dans la biodiversité à tous les niveaux.

DRAFT